

Pourquoi faire la grève?

Dans le cadre du plan d'action de cet automne, certaines associations étudiantes du Québec comptent organiser une ou des journées de grèves. Celles-ci auront pour objectif de continuer l'escalade des moyens de pression face au gouvernement tout en permettant une participation accrue aux actions contre la Rencontre des partenaires de l'éducation. Il ne faut pas voir ces journées de grèves comme une fin, mais comme un moyen pour mettre à exécution notre détermination à faire reculer le gouvernement!

- CALENDRIER -

21 octobre

Quoi ?

Manifestation pour l'annulation de la Rencontre des partenaires de l'éducation

Où? Carré Berri

À quelle heure? 13h

23 novembre

Quoi ?

Perturbation économique de la Coalition contre la hausse des tarifs

Où? Partout au Québec

À quelle heure? À voir...

Fin novembre

Perturbation du sommet des partenaires universitaires contre toute hausse des frais de scolarité!

METTONS EN ÉCHEC LA HAUSSE DES FRAIS



**EN NOVEMBRE,
PERTURBONS
LEUR RENCONTRE!**

**LE DROIT À L'ÉDUCATION,
C'EST NON-NÉGOCIABLE!**

Rencontre des partenaires de l'éducation : Hausse des frais à l'horizon

Lors de son dernier budget, le gouvernement Charest a annoncé une série de mesures visant à tarifier et à couper tous azimuts dans les outils collectifs que s'est donnés la population québécoise. L'éducation post-secondaire ne fut pas épargnée dans cette boucherie néo-libérale. En effet, **le ministre des Finances, Raymond Bachand, annonça qu'une nouvelle hausse des frais de scolarité sera appliquée dans les universités québécoises à partir de 2012.** Ayant refusé de chiffrer et d'expliquer de quelle manière le dégel serait appliqué, le ministre Bachand annonça qu'une **Rencontre des partenaires de l'éducation** se tiendra à l'automne 2010 pour discuter du « financement et de la performance des universités ».

L'objectif derrière ce grand forum que veut organiser la ministre est **biaisé d'avance**: rencontrer les différents acteurs de l'éducation post-secondaire pour faire avaler de force la pilule de la hausse des frais aux étudiant-e-s et transformer les universités afin qu'elles répondent non pas à une logique de diffusion et de création des connaissances mais à une **logique entrepreneuriale de compétition** dans « l'économie du savoir ».

Plusieurs associations étudiantes au Québec ont refusé de participer à cette mascarade politique et ont même annoncé leur volonté de perturber la tenue de ce sommet. En invitant les étudiant-e-s à discuter de cette manière sur **leur appauvrissement et sur le démantèlement de l'université publique**, la ministre de l'Éducation cherche à légitimer les projets politiques néo-libéraux dans le réseau universitaire. En ce sens, la volonté de perturbation des étudiant-e-s a pour objectif de gâcher ce spectacle, dont la finalité est déjà connue.

Si on est certain qu'un tel dégel nous attend à la sortie de ces rencontres, la forme que celui-ci prendra est pour le moment flou. Plusieurs scénarios de dégel des frais de scolarité ont été mis sur la place publique par le gouvernement libéral et par leurs ami-e-s «lucides». Une constante dans

les sorties publiques à cet effet est la volonté de **rejoindre la moyenne canadienne des frais de scolarité.** (5138\$ en 2010-2011, soit 2 723\$ de plus qu'actuellement au Québec) Bien que la volonté de rejoindre la moyenne canadienne semble être le souci principal de la ministre et du gouvernement libéral, la mise en place de **frais différenciés selon le programme** dans lequel on étudie a aussi été mis de l'avant.

Cependant, ce dégel pourrait être accompagné de plusieurs mesures pour essayer de faire avaler un peu mieux la pilule, par exemple l'instauration d'un remboursement proportionnel au revenu (RPR) ou une bonification de l'aide financière aux études. La réalité face au système d'aide financière aux études est qu'il est déjà inadéquat pour soutenir les étudiant-e-s et que de telles mesures auraient pour effet d'accroître l'**endettement étudiant.**

Lorsque le premier gel des frais de scolarité fut adopté en 1968, l'objectif était d'insérer l'éducation post-secondaire dans le ciment social comme un outil collectif de diffusion du savoir duquel l'accessibilité était indissociable. Nous nous devons de remettre de l'avant la **gratuité de l'éducation** comme un **projet de société** permettant de diffuser le savoir non pas comme une marchandise mais comme un **bien collectif!**

Ce n'est pas quelques bureaucrates serrant la main de la ministre de l'Éducation lors d'une rencontre fantoche qui permettront de mettre de l'avant un projet progressiste dans les universités québécoises, mais des centaines, des milliers d'étudiant-e-s montrant leur attachement à une véritable université populaire. **En ce sens, la perturbation de ce sommet est une occasion de démontrer la fissure entre la classe politique et la population étudiante sur l'avenir du système d'éducation!**

**CONSULTATION BIDON!
ANNULATION, SEULE SOLUTION!**